

ACCORD-CADRE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Objet de l'accord-cadre :

Accord-cadre de fourniture à l'Insee, pour transmission à Eurostat, des données nécessaires au calcul des parités de pouvoir d'achat pour la construction

Référence :

N° 2025-P995

Pouvoir adjudicateur – personne publique contractante :

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)

Mode de passation :

Marché à procédure adaptée (MAPA) passé sur le fondement des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CONTEXTE.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
ARTICLE 3 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	3
ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT.....	3
ARTICLE 5 - FORME ET MODALITÉ D'EXÉCUTION DE L'ACCORD- CADRE	4
ARTICLE 6 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 7 - MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 8 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	4
ARTICLE 9 - PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 10 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	10
ARTICLE 11 - PRIX.....	10
ARTICLE 12 - ACOMPTES – SOLDE.....	11
ARTICLE 13 - PÉNALITÉS.....	11
ARTICLE 14 - FACTURATION.....	11
ARTICLE 15 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	12
ARTICLE 16 - MODIFICATIONS AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ.....	12
ARTICLE 17 - LITIGES.....	12
ARTICLE 18 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	13
ARTICLE 19 - PIÈCES ET ATTESTATIONS À FOURNIR.....	13
ARTICLE 20 - GESTION ET SUIVI DU CONTRAT.....	14
ARTICLE 21 - OBLIGATIONS CONTRACTUELLES.....	15
ARTICLE 22 - DÉROGATIONS AU CCAG DE RÉFÉRENCE.....	18

ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DU TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	19
LISTE DES FICHIERS ANNEXES N° 2 À 10.....	22
ANNEXE N°11 - ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ.....	23

ARTICLE 1 - CONTEXTE

Dans le cadre des travaux du Programme de comparaison européen (PCE) intégré dans un Programme de comparaison international (PCI), l'Insee est chargé de transmettre à Eurostat (office statistique des communautés européennes) des données de prix sur tous les produits donnant lieu à emplois finals, de manière à en déduire un PIB « réel » et comparable internationalement.

Les produits du bâtiment et des travaux publics donnent lieu à formation brute de capital fixe et les prix relevés sont nécessaires aux calculs des parités de pouvoir d'achat.

Compte tenu de la spécificité des évaluations de prix à mener pour la construction, Eurostat invite les Instituts Nationaux Statistiques à recourir à des spécialistes en matière de bâtiment et des travaux publics s'ils ne disposent pas de telles compétences en leur sein, organisation qu'Eurostat, d'ailleurs, a adopté en la matière.

Le PCE utilisant à titre exceptionnel pour la construction une méthodologie divergente de celle utilisée par le PCI, Eurostat est susceptible de demander à l'Insee de renseigner un questionnaire spécifique au PCI de manière à pouvoir comparer l'Europe au reste du monde.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, appelé ci-après le CCAG de référence, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (formulaire ATTRI 1) signé par le titulaire et le pouvoir adjudicateur ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- le CCAG de référence approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (pièce non jointe) ;
- le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité, approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018 (NOR : ECOP1825228A) (pièce non jointe) ;
- les bons de commande émis au titre du présent accord-cadre ;
- les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- l'offre technique et financière du titulaire établie à partir de son mémoire technique ;
- les décisions ou informations notifiées par l'Insee au titulaire et faisant courir un délai.

Les éventuelles dérogations au CCAG de référence sont listées à l'article 22 du présent CCP.

L'exemplaire original des documents contractuels du marché, énumérés ci-dessus, qui est conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi.

ARTICLE 3 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture à l'Insee, pour transmission à Eurostat, des données nécessaires au calcul des parités de pouvoir d'achat pour la construction, chaque année dans le cadre du PCE par l'évaluation de devis détaillés de constructions, et éventuellement ponctuellement dans le cadre du PCI essentiellement par l'évaluation du coût d'intrants des projets de construction.

ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

ARTICLE 5 - FORME ET MODALITÉ D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

Il s'agit d'un accord cadre mono titulaire, conclu en application des articles L.2125-1.1° et R.2162-1 à R.2162-6 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande en application des articles et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande Publique.

Toutes les prestations sont exécutées sur notification au titulaire de bons de commande émis par la personne publique.

Tout bon de commande émis pendant la durée contractuelle du marché sera poursuivi jusqu'à ce qu'une décision à caractère définitif puisse être prise concernant son exécution (admission des prestations sous la forme du service fait ou autre décision telle qu'ajournement ou réfaction).

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les unités de commandes sont listées dans l'offre financière.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG de référence, à compter de la notification du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour faire connaître ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est considéré comme accepté.

ARTICLE 6 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre prend effet à compter du 1^{er} mai 2025 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est plus tardive, pour une durée de validité ferme de TROIS (3) ans.

ARTICLE 7 - MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec pour montant maximum, pour toute sa durée 110 000 € HT.

ARTICLE 8 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le régime applicable est celui prévu au chapitre 6 du CCAG.

- Prestations de l'accord-cadre

8.1. Généralités

Pour le PCE, la prestation demandée est constituée d'une vague d'enquête par an.

Chaque vague d'enquête est constituée d'une période de collecte de données et de quatre périodes de validation des données collectées (une validation intra nationale entre la collecte et l'envoi des données à Eurostat, puis trois tours entre les pays et Eurostat).

En préalable à ces enquêtes dans une phase dite de pré enquête, le titulaire doit évaluer la représentativité ainsi que la faisabilité des nouveaux projets soumis par Eurostat. Ainsi, le titulaire est amené à :

- faire des propositions d'amélioration des projets de construction ;
- évaluer les propositions de nouveaux projets, car potentiellement, chaque année un ancien projet peut être remplacé par un nouveau ;
- éclaircir des définitions insuffisamment précises ou inadaptées aux spécificités de la construction en France.

Le titulaire évalue donc la représentativité, la pertinence, les difficultés qui se posent et propose des améliorations, des compléments à apporter. Les résultats des travaux sont transmis à l'Insee, qui les vérifie et les retransmet à Eurostat de manière officielle.

Pour chaque vague d'enquête, le titulaire procède à l'évaluation des « devis » de construction à partir de la liste définie par Eurostat après la pré-enquête.

Les évaluations à mener (voir le questionnaire pour l'année 2024 en annexe 2) ne se limitent pas à des analyses statistiques simples basées sur des évolutions d'indices de la construction, de coûts ou de prix. Il s'agit d'un véritable travail de spécialiste de la construction, l'évaluation des projets requérant des compétences et une expertise en matière de bâtiment et de génie civil.

Le titulaire doit compter en son sein un ou plusieurs experts construction, et pouvoir éventuellement recourir pour certaines évaluations à des compétences supplémentaires.

Les phases de validation des données collectées et les échanges avec Eurostat portent plus sur l'expertise technique que sur l'aspect statistique.

Ces évaluations sont menées sous la supervision de l'Insee conformément aux instructions prédéfinies : définitions des produits, paramètres techniques, méthodologie, calendrier, etc...

Concernant les questionnaires fournis en annexe, outre la version originale en langue anglaise renseignée avec un vocabulaire de spécialiste dans la description des bâtiments ou des ouvrages de génie civil, des matériaux et techniques à évaluer, le titulaire fournira à l'Insee une version renseignée en langue française.

La langue utilisée lors des réunions à Luxembourg ou des réunions entre experts de plusieurs nationalités est l'anglais. Un bon niveau des experts en anglais est donc souhaitable, notamment dans le vocabulaire technique de la construction.

Les échanges avec les interlocuteurs de l'Insee à Paris se font en langue française.

Pour le PCI, la prestation consiste essentiellement en l'évaluation du coût d'intrants des projets de construction (voir à titre d'exemple les consignes, la liste des articles et leur descriptif du dernier exercice 2024 en annexe 10). Ce travail demande idéalement des compétences du même ordre que celles à mobiliser dans le cadre du PCE.

8.2. Prestations demandées

8.2.1. Livraison des chiffrements des devis de construction du PCE

Une vague d'enquête se déroule du 1er mai de l'année T au 30 avril de l'année T+1. L'étude et l'examen des projets pour la vague suivante se déroulent avant la réunion du groupe de travail de novembre (cf. tableau résumé ci-dessous) :

PHASE	ETAPE	PERIODE
Phase de collecte des prix et validation intra nationale	Chiffrage et expertise des prix par le titulaire	1 ^{er} Mai à juillet T
	Validation nationale (échanges-vérifications avec le titulaire) puis transmission des fichiers de données à Eurostat par le coordinateur PPA de l'Insee	Juillet T
Phase de validation entre pays et Eurostat	Vérification et apurement des données	Août T
1 ^{er} tour de validation	1 ^{er} calcul des tables de vérification par Eurostat	Septembre T
	Échanges-vérifications avec le titulaire	Septembre à Octobre T
2 ^e tour de validation	2 ^e calcul des tables de vérification par Eurostat	Novembre T

	Échanges-vérifications avec le titulaire	Mi-novembre T à mi-janvier de l'année T+1
3 ^e tour de validation	3 ^e calcul des tables de vérification par Eurostat	Mi-janvier T+1 à fin janvier T+1
	Échanges-vérifications avec le titulaire	Février T+1
	Fourniture du rapport d'enquête par le titulaire (puis éventuels échanges et envoi à Eurostat)	Mars T+1
Fin de la phase de validation avec Eurostat	Calcul final des Tables de prix par Eurostat et validation finale des données par le coordinateur PPA de l'Insee	Avril T+1
Constatation de service fait	Constatation de service fait	Mai T+1
Examen des nouvelles propositions	Analyse des résultats et décision européenne concernant l'introduction de nouveaux projets (ou des modifications de projets existants) nécessitant l'expertise préalable des propositions européennes par le titulaire	Novembre T+1

Aide à lecture : Juillet T se réfère au mois de juillet de l'année T

NB : Ce calendrier est susceptible d'évoluer à la marge.

Le calendrier indicatif européen pour 2025-2026 est fourni en annexe 3.

Collecte des données et 1^{ère} phase de validation intra nationale :

Ces opérations se dérouleront chaque année du 1^{er} mai au 31 juillet (date limite pour l'envoi par l'Insee des données à Eurostat).

Les données devront être délivrées à l'Insee chaque année le 10 juillet au plus tard, et mi-juin si les experts ne sont pas disponibles pour échanger sur le sujet après le 14 juillet. Le même calendrier s'applique au rapport d'enquête (Cf. appendix C de l'annexe 4 pour le modèle à suivre pour le rapport 2024 à titre d'exemple), sachant que la partie du rapport consacrée à la phase de validation européenne n'est pas à remplir à ce stade.

Pour chaque vague d'enquête, le titulaire devra fournir les données détaillées d'estimation d'au moins 7 devis de construction figurant dans le PCE en respectant le cadre imposé par Eurostat. Les 7 projets évalués en 2024 sont les suivants : il s'agit des projets de constructions de Maison individuelle, Appartement, Bâtiment industriel, Immeuble de bureaux, Route asphaltée, ainsi que les projets de rénovation d'une maison individuelle ou de resurfacement de route. Chaque année un nouveau projet ou une mouture totalement revue d'un projet est susceptible de remplacer un ancien projet. Les projets existants peuvent également être modifiés à la marge pour tenir compte des difficultés rencontrées précédemment. De même, des articles peuvent être rassemblés ou au contraire divisés si cela s'avère plus pertinent en fonction de l'expertise des coordinateurs européens.

Pour 2025, il est prévu d'évaluer 8 projets : aux 7 projets évalués en 2024, s'ajoute le projet « rénovation d'un immeuble de bureaux ».

Pour 2026, il est prévu d'évaluer 8 projets : il s'agit de ceux évalués en 2025. Le nombre d'articles au sein des projets est susceptible de varier.

Selon la vague d'enquête et les devis de construction, le titulaire estimera les prix de la totalité des articles du devis. Chaque projet sera évalué de la façon la plus détaillée. Pour les 8 devis évalués en 2025 et 2026, la charge de travail devrait se situer autour de 485 articles par an.-

Pour les programmes de construction figurant dans le PCE en 2024, la liste et le descriptif des articles figurent dans l'annexe 2.

Pour l'enquête qui sera réalisée en 2025, le nombre d'articles à évaluer est donné dans le tableau ci-dessous de manière indicative.

Projet	Nombre d'articles à évaluer pour l'enquête réalisée en 2025 (*)
Maison individuelle	95
Appartement	70
Rénovation d'une maison individuelle	49
Bâtiment industriel	83
Immeuble de bureaux	98
Rénovation d'un immeuble de bureaux	45
Route asphaltée	27
Resurfacement de route	18
Total nombre d'articles	485

(*) Estimations faites par les experts d'Eurostat

Pour l'enquête qui sera réalisée en 2027 les projets sont susceptibles d'évoluer

Les projets sont désormais parfois conçus de manière à mutualiser certains articles entre eux. Dans un cas de ce genre, les articles ne demandant qu'une seule évaluation de prix pour plusieurs projets ne sont comptés qu'une seule fois pour établir le nombre d'articles à évaluer.

Du point de vue méthodologique, le titulaire doit respecter les consignes d'enquête européennes (cf. pour exemple les consignes 2024 en annexe 4).

Le titulaire vérifie les évolutions par rapport aux résultats de la vague précédente et s'assure de leur pertinence avant d'effectuer une première livraison des données à l'Insee. Une étape de validation nationale avec des échanges et d'éventuelles corrections à la demande de l'Insee a alors lieu avant la livraison à Eurostat fin juillet.

D'une façon générale, le contenu précis du PCE pour la construction est susceptible de changer en fonction de décisions européennes ultérieures (en particulier lors des Working Group PPA de novembre 2025 et de novembre 2026). C'est pourquoi l'Insee pourra commander en cas de nécessité des prestations complémentaires.

En fonction du type d'évaluation du projet, 2 types de prix seront appliqués :

- une facturation sur la base du projet complet ;
- une facturation sur la base du nombre d'articles à évaluer (avec un prix forfaitaire par article à évaluer). La notion d'article correspond ici à celle d'item dans l'annexe 2 (s'y reporter).

Grille de prix indicative, telle que reprise dans l'annexe financière :

	Prix HT	TVA	Prix TTC
Questionnaire PCE 8 projets (jusqu'à 485 items)			
Questionnaire PCI : 100 items			
Projet PCE (60 items maximum)			

supplémentaire			
1 article PCE supplémentaire / article PCI			

Validation des données entre pays et Eurostat :

Il y a trois phases de validation des données entre pays et Eurostat. La terminologie de « tours » (« rounds » en anglais) est généralement employée.

Le processus de validation se base essentiellement sur une comparaison des résultats entre pays, en particulier entre pays supposés proches en termes de niveaux économiques, de normes et de types de construction. À chaque tour, le titulaire doit répondre aux questions posées par les experts travaillant pour Eurostat et effectuer les corrections nécessaires dans un délai imparti. Les experts travaillant pour Eurostat peuvent non seulement demander des vérifications mais aussi proposer des corrections que le titulaire devra réaliser à moins qu'il ne justifie sa position initiale.

Le premier tour européen est consécutif à la livraison des données à Eurostat et s'achève fin octobre, le titulaire délivrant les modifications décidées.

Le second tour européen commence début novembre et s'achève au cours du mois de janvier en fonction de la date annoncée au préalable par Eurostat. Le titulaire délivre les modifications décidées des données collectées l'année précédente.

Il s'ensuit un **troisième tour européen** qui se déroule jusqu'à la fin du mois de février. Le titulaire délivre les modifications décidées.

Au cours du mois de mars, le titulaire fournit le rapport d'enquête, rédigé en anglais, selon la trame indiquée par Eurostat.

D'un point de vue pratique, les données sont d'abord collectées sous la forme d'un fichier fourni par Eurostat (cf. annexe 2) qui lui est renvoyé complété avant la fin juillet. Puis les corrections apportées à partir du mois d'août doivent être entrées à la fois dans ce fichier (pour le tenir à jour) et directement dans l'outil européen baptisé Validation Tool (VT en abrégé, cf guide en annexe 5). Le titulaire doit en principe répondre via cet outil aux questions qu'Eurostat y pose ; il fournira également une version en français à l'Insee. Le titulaire pourrait également être amené à manipuler l'outil Meta Data Entry Tool (MET en abrégé) pour remplir les rapports d'enquête (cf. son guide d'utilisation en annexe 6). Il est par contre très peu probable que le titulaire soit amené à utiliser l'outil ILMT (gestion de la liste des articles, cf. guide en annexe 7). Tous ces outils européens sont accessibles via internet.

L'examen de nouvelles propositions

En général chaque année un nouveau projet en remplace un ancien, ce qui nécessite l'examen des nouveaux projets une année auparavant. Il peut s'agir de la refonte profonde d'un projet existant ou d'un nouveau projet proprement dit.

Les propositions de nouveaux projets de devis par Eurostat sont en général connues après la fin d'une vague d'enquête (à partir de juin) et sont examinées au working group de l'année suivante, le plus souvent à la mi-novembre.

Les experts doivent fournir les éléments d'évaluation et leurs analyses au préalable à cette réunion (courant octobre, début novembre, au minimum deux semaines avant la tenue de cette réunion).

8.2.2. Participation à des réunions de travail

Le titulaire participera au cours des trois années à une ou deux réunions multilatérales d'experts nationaux dans un pays voisin de la France où seront confrontées les différentes méthodes de collecte des prix des pays concernés en langue anglaise. Cette réunion durera au plus une journée pleine de travail (mais l'arrivée la veille au soir peut être nécessaire pour être à l'heure). Une réunion multilatérale en présentiel est à prévoir ; une seconde réunion en distanciel est à prévoir. À titre informatif, les experts français ont participé à une réunion à Paris en 2024. Le titulaire devra préalablement avoir préparé une présentation des évolutions structurelles et de la conjoncture du marché du bâtiment en France, ainsi que des réponses

aux questions d'Eurostat sur les articles à étudier lors de la réunion.

En fonction des choix faits par Eurostat en matière d'ordre du jour des réunions de groupe (Working group) qui se déroulent à Luxembourg à l'automne, le titulaire peut être amené à participer au groupe de travail organisé par Eurostat à Luxembourg (1 réunion de 1 jour). Ces réunions sont alors l'occasion de faire un retour d'expérience sur l'enquête menée, de présenter et confronter les différentes collectes nationales, d'en analyser les éventuels points de divergence. Le titulaire présente alors le bilan de ses travaux et réoriente au besoin ceux-ci à l'issue de ces réunions.

Le titulaire participera à deux réunions par an à Paris avec l'Insee pour faire le point sur les travaux en cours.

Enfin, le titulaire peut être exceptionnellement amené à participer à des réunions dans le cadre de contrôles financiers et/ou techniques, internes au ministère ou européen.

8.2.3. Actualisation de l'inventaire des sources et des méthodes PPA

Le titulaire fournit également à l'Insee chaque année au plus tard mi-janvier tous les éléments nécessaires pour actualiser les parties de l'inventaire des sources et des méthodes PPA consacrées à l'enquête (cf. annexe 8). La partie 4.2 de ce rapport est rédigée en anglais par l'Insee sur la base des informations nécessaires préalablement transmises par le titulaire. Le titulaire peut également être amené à fournir quelques informations pour la partie 1.1 de ce rapport.

8.2.4. Livraison d'un questionnaire international sur le coût des intrants dans le cadre du PCI

Le programme international n'est pour l'instant pas annuel, et le dernier exercice porte sur 2024. Le questionnaire 2024 figure en annexe 10.

En guise d'aperçu, ce questionnaire en anglais comprend, outre les onglets explicatifs et de cadrage général, 5 onglets de données sur la construction à renseigner :

- matériels généraux (sable, tuiles, briques, glaces... avec en tout 37 prix demandés) ;
- location d'équipements de chantier (14 prix demandés) ;
- main d'œuvre spécialisée (8 prix demandés) ;
- informations auxiliaires (mix de ressources utilisées, marges des entrepreneurs, honoraires... pour 3 grands types de construction — bâtiments résidentiels, bâtiments non-résidentiels, ingénierie civil — et selon plusieurs grands types de coût, avec en tout une vingtaine de prix à renseigner).

Noter que le questionnaire demande, en plus des prix, quelques renseignements complémentaires. Il demande souvent s'il est pertinent de tenir compte de chaque intrant pour les 3 grands types de construction (bâtiments résidentiels, bâtiments non-résidentiels, ingénierie civil). Quand c'est approprié, il demande de stipuler la marque et le modèle retenu. Pour les frais de personnel, il demande — en plus du coût horaire brut — un nombre d'heures moyen travaillé par jour et un coefficient pour passer du brut au net.

Le questionnaire doit être renseigné en anglais.

Le titulaire est susceptible de recevoir ensuite des questions de la part d'Eurostat ou de ses experts sur les données mises à disposition, dans une problématique proche de celle de la validation européenne des données du PCE.

Le prochain questionnaire PCI pourrait porter sur le millésime 2027 (sans certitude à ce stade). Il n'est pas impossible qu'il comprenne quelques questions supplémentaires ou change légèrement de forme, par exemple pour mieux s'interconnecter avec le PCE. La prestation minimale correspondrait au nombre d'articles à renseigner dans le questionnaire 2024. En cas d'articles supplémentaires, une tarification à l'article sera appliquée, en utilisant le même prix unitaire forfaitaire par article que celui appliqué pour le PCE.

Précisons que si le questionnaire PCI demandait par exemple le prix d'un mètre cube d'un

certain type de béton et la pertinence (oui/non) de recourir à ce type de béton dans les trois grands types de construction suivis, cela ne compterait que pour un seul article (le type de béton en question) même s'il y avait quatre cases à remplir en l'occurrence. De même si on demandait le prix d'une machine et ses spécifications techniques.

CONDITIONS D'EXÉCUTION De l'accord-cadre

8.3. Lieux d'exécution de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 17.1 du CCAG TIC, les lieux d'exécution sont précisés à l'article 5 du présent CCP.

Délai d'exécution des prestations

Les délais d'exécution doivent respecter le calendrier détaillé à l'article 9.2.1 du présent CCP.

8.3.1. Vérification et décision

Il est procédé à des vérifications de l'exécution de chaque vague d'enquête.

Compte tenu de la nature des prestations du présent marché, les vérifications s'effectuent au fil de l'eau, mais font l'objet d'une décision formelle à l'issue de la période d'enquête qui se clôture en mai de l'année.

Toutefois, des validations intermédiaires sont prévues fin juillet et fin novembre de chaque année, permettant le déclenchement du paiement des acomptes (cf. article 13 du présent CCP).

Les vérifications ont pour but de vérifier que la qualité des prestations est conforme aux stipulations du présent marché (notamment celles prévues à l'article 9 du CCP) et que les délais sont respectés.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG de référence, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 20 jours ouvrés pour prendre sa décision (admission formalisée par la constatation de service fait non transmise au titulaire, ajournement, admission avec réfaction ou rejet qui font l'objet d'une décision spécifique, transmise au titulaire).

ARTICLE 9 - PRIX

9.1. Prix pratiqués

Les prix sont indiqués en annexe financière de l'acte d'engagement. Le titulaire certifie que ces prix n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il fournit au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Dans tous les cas, les prix sont réputés :

1. inclure toutes les fournitures et les prestations nécessaires à l'obtention des résultats attendus conformément aux exigences du CCTP ;
2. comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris les frais généraux, impôts et taxes, les frais de connexion et de télétransmission et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices ;
3. tenir compte de la cession des droits de propriété intellectuelle ;
4. établis aux conditions économiques du mois de remise des offres ;
5. comprendre les frais de déplacement et d'hébergement des intervenants, à l'occasion des réunions à Paris, à Luxembourg (Eurostat), ainsi que dans le pays où aura lieu la réunion bisannuelle des experts.

9.2. Forme et contenu des prix

Les prix sont fermes et définitifs pour la durée du marché.

Acomptes – Solde

A la demande du titulaire, les acomptes suivants peuvent lui être versés pour chaque vague d'enquête :

- 50% du montant de la vague d'enquête à la validation par l'Insee du fichier à transmettre à Eurostat pour la fin juillet.
- 25% à la validation de l'étape suivante de vérifications et de corrections éventuelles des données qui s'achève fin novembre.

La date d'ouverture du droit à paiement de ces acomptes est la **date de validation**.

La **date d'ouverture du droit à paiement du solde** (25%) est la **date d'admission** de la vague d'enquête complète (constatation de service fait).

PÉNALITÉS

En cas de non-respect des délais prévus à l'article 13.3 du présent accord-cadre, le titulaire encourt les pénalités de retard indiquées ci-après.

Le calcul des pénalités de retard est réalisé conformément à l'article 14.1 du CCAG de référence.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG de référence, il n'est pas prévu de pénalité concernant les obligations environnementales. Par dérogation à l'article 16.1.5, il n'est pas prévu de pénalité concernant les obligations sociales.

facturation

Le mode de transmission demandé est celui de la dématérialisation.

Après exécution des prestations, le titulaire saisit ou transmet sa facture en mode dématérialisé et sécurisé, par l'outil en ligne *Chorus Pro*, accessible sur Internet à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Après la saisie ou la transmission de la facture, cet outil délivre un accusé de réception et permet au titulaire de suivre en ligne l'avancement du règlement de sa facture.

Les informations suivantes sont **indispensables** pour la transmission des factures du présent marché par *Chorus Pro*.

Siret de l'État : 110 002 011 00044 : lors de la saisie de la facture, dans la partie « destinataire », cocher « Oui » à la question « le destinataire est-il l'état ? » ; c'est ce numéro Siret qui doit alors apparaître comme identifiant. Surtout, ne jamais renseigner le Siret de l'Insee.

Code service en charge des factures : FAC9470075 : dans la partie « destinataire », à la rubrique « service », sélectionner le service spécifié ci-dessus, à l'exclusion de tout autre.

Important : Les factures portent obligatoirement, **sous peine de rejet**, outre les mentions légales, la mention suivante :

- le numéro Chorus du bon de commande, numéro à 10 chiffres commençant par 14.

Par ailleurs, il serait souhaitable que le titulaire du marché mette à la disposition de l'administration un portail d'accès à ses factures dématérialisées qui seront éditées à un rythme trimestriel.

Les dates d'ouverture des droits à paiements des acomptes et du solde de chaque vague d'enquête sont celles précisées à l'article 15 ci-dessus.

ARTICLE 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

10.1. Paiement pour solde et paiements partiels définitifs

Un règlement partiel définitif aura lieu à l'issue de l'exécution des prestations du contrat.

Le solde des paiements est réglé après l'acceptation de la dernière phase des prestations.

10.2. Ouverture des droits à paiement

L'ouverture du droit à paiement est acquise après la décision d'admission.

10.3. Conditions générales

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique : le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliaant ses paiements au crédit du compte ouvert au nom du titulaire ou à tout autre compte que le titulaire désignerait.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans le délai maximum fixé par voie réglementaire, soit 30 jours.

Ce délai court à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de réception de la facture, ou date d'ouverture du droit à paiement.

Les sommes dues après expiration de ce délai sont majorées des intérêts moratoires au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de sept points.

La date de paiement d'une facture ou d'un groupe de factures exigibles simultanément est portée à la connaissance du titulaire sur l'avis de crédit correspondant.

L'ordonnateur de la dépense est le directeur général de l'Insee.

Le comptable assignataire des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel.

ARTICLE 11 - MODIFICATIONS AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ

Le titulaire s'engage à informer l'Insee de tout changement juridique qui pourrait affecter l'entreprise durant l'exécution du marché.

Toute entreprise en difficulté sur le plan judiciaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au pouvoir adjudicateur, dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché.

ARTICLE 12 - LITIGES

12.1. Règlement amiable

En cas de litige survenant dans l'exécution du marché, la réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

L'Insee s'engage à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 20 jours ouvrés pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est le service en charge du suivi d'exécution : contacts-marches-publics@insee.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediationfournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront également directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux. Cette juridiction est la juridiction administrative de Cergy-Pontoise.

12.2. Tribunal compétent

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (95), conformément aux dispositions de l'article R.312-11 du code de la justice administrative.

ARTICLE 13 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code est le chef du département cadre de vie et conditions de travail de l'Insee.

ARTICLE 14 - PIÈCES ET ATTESTATIONS À FOURNIR

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues par la réglementation.

Les pièces et attestations sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Les pièces à fournir sont les suivantes :

- l'attestation sociale à jour (Urssaf ou autre, à télécharger sur [net-entreprises](http://net-entreprises.fr) ou urssaf.fr par exemple) ;
- la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour l'Insee.

Ainsi que les documents suivants :

- l'attestation sociale annuelle « marchés publics » à jour (URSSAF ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site ;
- l'attestation annuelle de régularité fiscale ;
- l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle.

Le défaut de fourniture de ces pièces, après une mise en demeure adressée au titulaire par l'Insee en courrier recommandé, peut entraîner la résiliation du marché.

ARTICLE 15 - GESTION ET SUIVI DU CONTRAT

15.1. Interlocuteurs de l'accord-cadre

21.1.1 Interlocuteurs principaux

Le comité de suivi du projet comprend le chef du département des comptes nationaux, le chef de la division synthèses des biens et des services, le chef de la section « parités de pouvoir d'achat ».

Le correspondant permanent est le chef de la section « Parités de pouvoir d'achat » de la division « Synthèse des biens et services » au sein de la direction des études et synthèses économiques ou son représentant.

21.1.2 Interlocuteurs pour le suivi administratif

En cas de modification de sa dénomination sociale, de son RIB, de son numéro SIRET, de son adresse postale ou électronique, des coordonnées des services gestionnaires, le titulaire est tenu d'adresser dans les plus brefs délais qui suivent ces modifications, un courriel accompagné des pièces justificatives (nouveau relevé d'identité bancaire, le cas échéant) et toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment), dans les plus brefs délais à l'adresse suivante :

Division des marchés et de l'immobilier

courriel : contacts-marches-publics@insee.fr

Le titulaire adresse une copie de ces éléments également à la direction en charge du suivi du marché.

Le titulaire est averti que toute modification non notifiée à l'Insee l'expose au risque de non-paiement de ses prestations.

Cette disposition vaut également pour ses sous-traitants ainsi qu'en cas d'affacturage.

15.2. Forme des notifications et communications

Les échanges de communication entre l'Insee et le titulaire sont effectués dans les conditions prévues à l'article 3 du CCAG de référence. Le profil d'acheteur est LA PLACE (Plateforme des achats de l'État).

15.3. Modification relative au titulaire de l'accord-cadre/changement de cocontractant en cours d'exécution

En cas de transfert de l'accord-cadre à une autre entreprise après cession du fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif de l'accord-cadre, précisé à l'article 21.1.2 du présent CCP.

Prenant acte de cette demande de transfert, l'Insee procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale.

En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents liés à l'article R.2143 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail qui lui seront demandés.

Un relevé d'identité bancaire devra également être joint à la demande ainsi que, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

A la suite de cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, l'Insee procédera à la résiliation de ce marché sans indemnités à l'égard du titulaire ni préavis.

ARTICLE 16 - OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

16.1. Obligation en matière de développement durable

L'INSEE est attaché au respect des principes du développement durable et souhaite la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale de l'entreprise.

16.1.1. En matière d'environnement :

Dans la volonté de limiter l'impact environnemental, le titulaire veillera également à limiter sa production de papiers (dossiers, courriers...). Pour ses correspondances et publications (supports de formation notamment) les versions numériques sont à privilégier. Si toutefois elles devaient être exceptionnellement sous format papier, des papiers issus d'une gestion durable des forêts devront être privilégiés. Deux labels permettent d'attester de cet engagement durable : les labels PEFC et FSC. Les papiers portant ces labels seront privilégiés autant que possible.

Pour les versions numériques, il est demandé au titulaire de proposer des livrables documentaires optimisés avec un taux de compression important afin de réduire l'impact carbone.

16.1.1.1. Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) :

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujéti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du Code de l'environnement précité. Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, les ministères économiques

et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>. ».

16.1.2. En matière sociale :

Le titulaire s'engage à être particulièrement vigilant sur le fait que la réalisation des prestations ainsi que les contenus proposés, que ce soit dans l'offre ou dans les livrables, ne contiennent aucun stéréotype discriminant, notamment entre les femmes et les hommes ou les personnes porteuses de handicap.

L'Insee est attaché au respect des principes du développement durable et souhaite la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale de l'entreprise.

Obligation en matière de Confidentialité – sécurité

16.1.3. Confidentialité

Le titulaire s'engage à maintenir secrets ou confidentiels tous renseignements, documents ou produits quelconques reçus à l'occasion de l'exécution du présent marché. Ainsi, le titulaire ne peut ni communiquer, ni divulguer, ni publier, ni faire état, de quelque manière que ce soit, de tels renseignements, documents ou produits. Le titulaire s'engage à étendre cette obligation de confidentialité à l'ensemble des personnes qui interviendront pour son compte dans la réalisation des prestations objet du présent marché, y compris ses sous-traitants. Le titulaire s'engage à fournir, à la demande de l'administration, tout justificatif à cet égard.

En cas de manquement aux obligations visées aux alinéas précédents, l'administration se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Le titulaire reconnaît avoir été avisé que toute divulgation d'information confidentielle est susceptible de tomber sous le coup :

- de l'article 226-13 du code pénal,
- de l'article 50 de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 (loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés),
- de la loi du 7 juin 1951 modifiée relative au secret en matière statistique.

Il en avisera le personnel travaillant dans le cadre de cette prestation, qui devra signer l'engagement de confidentialité en annexe 1 au présent CCP.

16.1.4. Utilisation des systèmes informatiques, sécurité

Lorsqu'une personne doit intervenir pour le compte du titulaire dans les locaux de l'Insee, elle doit se conformer aux procédures de sécurité de l'Insee, à savoir :

- obligation de travailler avec un poste de travail fourni par l'Insee, protégé par l'antivirus de l'Insee ;
- obligation d'utiliser l'identifiant fourni par l'Insee et de le protéger par un mot de passe non trivial d'au moins 8 caractères alphanumériques ;
- interdiction de connexion de portables au réseau local, non validés par un responsable de l'Insee ;
- usages de la messagerie et d'internet selon les règles édictées par l'Insee ; les documents de référence seront communiqués à l'arrivée dans les locaux de l'Insee.

Toute personne intervenant pour le compte du titulaire doit utiliser uniquement les logiciels, procédures et traitements entrant dans le cadre de la prestation. Elle ne doit pas tenter d'outrepasser les droits, permissions, autorisations d'accès qui lui ont été donnés.

Le titulaire reconnaît avoir été avisé que les atteintes ou tentatives d'atteintes aux systèmes

de traitement automatisé de données de l'Insee tombent sous le coup des articles 323-1 à 323-7 du Code pénal. Il en avisera le personnel travaillant dans le cadre de cette prestation.

Toute personne intervenant pour le compte du titulaire doit respecter vis-à-vis des logiciels, procédures et outils de traitements appartenant à l'Insee ou dont l'Insee possède le droit d'usage, les lois concernant la propriété intellectuelle.

16.1.5. Personnel du titulaire

Le personnel du titulaire est soumis aux mêmes conditions d'accès aux locaux de l'administration que toute personne extérieure à l'Insee.

Il est astreint aux règles de secret et de discrétion définies ci-dessus.

En cas de violation par le personnel du titulaire des obligations de discrétion mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'Insee peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure, en application de l'article 50.1 du CCAG de référence.

16.2. Obligations résultant des conventions de subvention passées entre Eurostat et l'Insee

Le titulaire s'engage à ne rien faire qui puisse mettre l'Insee en situation de ne pas respecter les engagements pris dans le cadre des conventions Insee/Eurostat. Le modèle de convention est fourni en annexe 9. Eurostat exige en particulier que les sous-contractants soient tenus au respect des articles 20, 21, 22 et 30 présents dans le modèle fourni en annexe 9 (obligation énoncée dans l'article 10.1.2).

16.3. Relations entre la personne publique et le titulaire

Le titulaire s'engage à affecter des ressources humaines qualifiées pour l'exécution du marché public conformément aux conditions prévues dans le présent contrat et notamment en prenant en compte les exigences relatives au profil des intervenants.

Le directeur de projet du titulaire, accepté par le pouvoir adjudicateur, est le correspondant unique de l'Insee ; il assure la conduite totale de la prestation.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes désignées dans l'offre pour les assurer.

Si, pour des raisons de force majeure, cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en informer immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Un nouvel intervenant est alors désigné par le titulaire, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date à laquelle le précédent intervenant n'est plus en mesure d'assurer ses fonctions ; les qualifications sont communiquées immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur qui a toutefois la faculté de le récuser. Le titulaire a alors sept jours calendaires pour désigner un nouveau successeur.

Le titulaire s'engage à désigner un intervenant de niveau équivalent à celui de l'intervenant à remplacer.

Si le titulaire ne respecte pas ces obligations, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

16.4. Langue utilisée

La langue utilisée dans les relations avec le titulaire au titre du présent marché est le français, hormis dans les cas suivants :

- la version originale des questionnaires, tels que ceux fournis en annexe, est en langue anglaise renseignée avec un vocabulaire de spécialiste dans la description des bâtiments ou

des ouvrages de génie civil, des matériaux et techniques à évaluer. Le titulaire doit fournir à l'Insee une version renseignée en langue française ;

- la langue utilisée lors des réunions à Luxembourg ou des réunions entre *experts* de plusieurs nationalités est l'anglais. Un bon niveau en anglais des *experts* est donc demandé, un très bon niveau leur est nécessaire concernant le vocabulaire technique de la construction.

16.5. Assurance

Le titulaire doit être couvert par un contrat en cours de validité garantissant les conditions pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels, garanties à ce titre sans limite et/ou matériels engendrés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

Il s'engage à remettre sur simple demande écrite de l'Insee une attestation de son assureur indiquant la nature et la durée de la garantie.

Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par l'Insee ne peuvent être utilisés qu'aux fins exclusives et dans les limites prévues dans le marché.

ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AU CCAG DE RÉFÉRENCE

Les articles du présent document qui dérogent aux articles du CCAG TIC sont les suivants :

Articles du CCP	Articles du CCAG
2	4.1
5	3.7.2
11.1	17.1
11.4	28.2
12.2	10.1.1
14	16.2.3
14	16.1.5
14.1	40.2

**** Fin du document ****

ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DU TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les présentes dispositions interviennent afin que les parties s'engagent à respecter :

1 la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ainsi que la directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

2 la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 n°17-78 modifiée et la loi du 20 juin 2018 n° 2018-493.

Ces dispositions sont ci-après désignées communément sous l'appellation « Réglementation DCP ».

Les parties sont respectivement désignées :

En qualité de **SOUS TRAITANT**, en ce qui concerne le Titulaire du marché

En qualité de **RESPONSABLE DE TRAITEMENT**, en ce qui concerne l'INSEE.

Le prix indiqué dans le présent contrat intègre l'ensemble des actions à mener par le SOUS TRAITANT y compris toute mesure à prendre dans le cadre de l'application de la réglementation DCP, notamment mais sans s'y limiter, audit, analyses d'impact ou aux droits d'accès et réponses aux questions des personnes concernées.

Les présentes dispositions définissent les conditions dans lesquelles le SOUS-TRAITANT s'engage à effectuer pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT les opérations de traitement de données caractère personnel définies ci-après, dans le respect des dispositions de la Réglementation DCP.

Traitement des prestations d'évaluation de potentiels et coaching des managers	Description
Nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel	
Finalité(s) du Traitement des données personnelles	
Types de Données à caractère personnel traitées	<input checked="" type="checkbox"/> Nom, prénom <input checked="" type="checkbox"/> Sexe <input type="checkbox"/> Date de naissance <input type="checkbox"/> Lieu de naissance <input type="checkbox"/> Situation familiale <input type="checkbox"/> Adresse personnelle <input checked="" type="checkbox"/> Adresse email <input checked="" type="checkbox"/> Numéro de téléphone <input checked="" type="checkbox"/> Statut dans l'entreprise <input checked="" type="checkbox"/> Lieu de travail <input checked="" type="checkbox"/> Données de localisation <input type="checkbox"/> Autres : [à préciser]
Catégories de Personnes concernées	<input checked="" type="checkbox"/> Salariés INSEE <input checked="" type="checkbox"/> Autres
Durée du Traitement par le prestataire	Toute la durée du marché
Lieu du Traitement	Dans les locaux du Titulaire – sur les sites de l'INSEE
Sous-traitant du prestataire intervenant dans le traitement	Aucun sauf dérogation spéciale obtenue de l'INSEE
Délais prévus pour l'effacement des données	<input type="checkbox"/> Dès la fin du marché <input checked="" type="checkbox"/> 6 mois après la fin du marché

Le SOUS-TRAITANT s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance mais également à :

- a Traiter les données conformément aux instructions documentées du RESPONSABLE DU TRAITEMENT. Si le SOUS-TRAITANT considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le RESPONSABLE DU TRAITEMENT. En outre, si le SOUS-TRAITANT est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le RESPONSABLE DU TRAITEMENT de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- b Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- c Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- d Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- e Exercice des droits des personnes
 - Dans la mesure du possible, le SOUS-TRAITANT doit aider le RESPONSABLE DU TRAITEMENT à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Le SOUS-TRAITANT ne pourra exiger aucun paiement pour fournir les informations demandées au titre des articles 13 et 14 du RGPD.
 - Le SOUS-TRAITANT doit répondre, au nom et pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent marché.
- f Notification des violations de données à caractère personnel
 - Le SOUS-TRAITANT notifie au RESPONSABLE DU TRAITEMENT toute violation de données à caractère personnel le plus tôt possible après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au RESPONSABLE DU TRAITEMENT, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.
- g Aide du SOUS-TRAITANT dans le cadre du respect par le RESPONSABLE DU TRAITEMENT de ses obligations
 - Le SOUS-TRAITANT aide le RESPONSABLE DU TRAITEMENT pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
 - Le SOUS-TRAITANT aide le RESPONSABLE DU TRAITEMENT pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.
- h Sort des données
 - Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le SOUS-TRAITANT s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au RESPONSABLE DU TRAITEMENT.

1. communique au RESPONSABLE DU TRAITEMENT le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

a Registre des catégories d'activités de traitement

- Le SOUS-TRAITANT déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT comprenant :

- Le nom et les coordonnées du RESPONSABLE DU TRAITEMENT pour le compte duquel il agit, des éventuels SOUS-TRAITANTS et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;

- Les catégories de traitements effectués pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT;

- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;

- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :

- i la pseudonymisation, l'anonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;

- ii des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;

- iii des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;

- iv une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

b Documentation

- Le SOUS-TRAITANT met à la disposition du RESPONSABLE DU TRAITEMENT la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le RESPONSABLE DU TRAITEMENT ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Obligations du responsable du traitement à l'égard du sous-traitant

Le RESPONSABLE DU TRAITEMENT s'engage à :

a Fournir au SOUS-TRAITANT les données visées au II des présentes clauses ;

b Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le SOUS-TRAITANT ;

c Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du SOUS-TRAITANT ;

Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du SOUS-TRAITANT.

LISTE DES FICHIERS ANNEXES N° 2 À 10

ANNEXE 2 : Fichier Excel PCE qui présente les évaluations à produire dans le cadre du PCE. S'y reporter absolument, car ce fichier donne la mesure du travail à effectuer et de la technicité exigée.

ANNEXE 3 : Planning provisoire 2022-2023 pour le PCE construction

ANNEXE 4 : Consignes et rapport d'enquête PCE
ce dernier devant être produit annuellement en anglais.

ANNEXE 5 : Guide de l'outil informatique VT

ANNEXE 6 : Guide de l'outil informatique MET

ANNEXE 7 : Guide de l'outil informatique ILMT

ANNEXE 8 : Instructions et modèle pour l'inventaire des sources et méthodes PPA (aller au paragraphe 4.2 Construction), cet inventaire devant être actualisé chaque année en anglais par l'Insee sur la base des informations nécessaires transmises préalablement par le titulaire

ANNEXE 9 : Modèle de convention ppa avec Eurostat
(voir en particulier les articles 10.1.2, 20, 21, 22 et 30)

ANNEXE 10 : Fichier Excel PCI qui présente les évaluations qui étaient à produire dans le cadre du PCI en 2021 avec les consignes attenantes (s'y reporter absolument pour la charge indicative de travail).

ANNEXE N°11 - ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ

Vu la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, ensemble le décret n°84-628 du 17 juillet 1984 modifié pris pour son application,

Je soussigné(e), M./Mme

m'engage à ne transmettre à quiconque les informations qui seront mises à ma disposition, ou qui viendront à ma connaissance, dans le cadre de mes activités relatives à l'évaluation des devis détaillés de constructions pour les calculs des parités de pouvoir d'achat (dite enquête construction EUROSTAT) ni à en faire état ou usage, même après que mon emploi aura pris fin.

Je déclare avoir pris connaissance de ce que toute infraction à l'engagement mentionné ci-dessus m'expose :

- à des poursuites d'ordre pénal :

- * article 226-13 du code pénal (atteinte au secret) qui prévoit une peine d'un an d'emprisonnement et une amende de 15 000 €

- à des poursuites en responsabilité civile, avec toutes les conséquences pécuniaires que cela comporte au titre des dommages causés.

date et signature